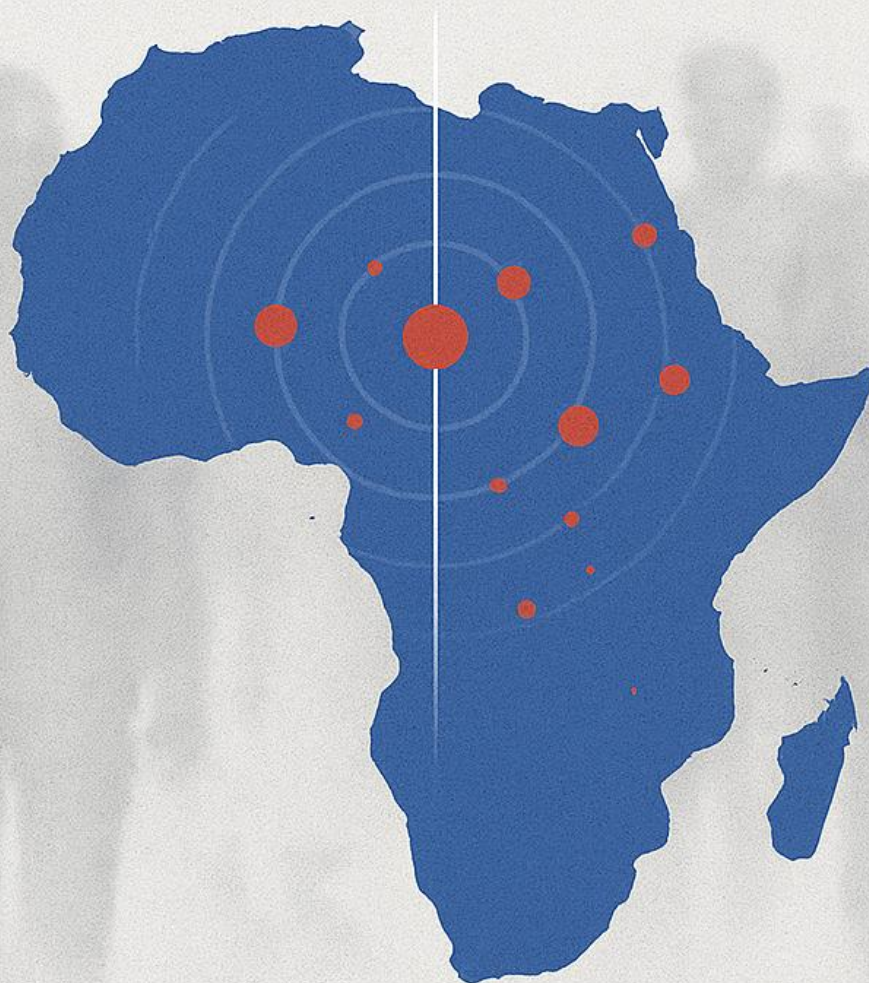


Collection Diapason - Dossiers continentaux

*Comprendre la tentation de la transition et les
conditions d'une sortie durable.*



L'Afrique et ses transitions

Par Diapason

Novembre 2025



Résumé exécutif

Le dossier *L'Afrique et ses transitions* explore la prolifération des transitions politiques sur le continent depuis 2020. Il montre que, loin d'être de simples épisodes de rétablissement institutionnel, ces transitions traduisent un bouleversement profond du rapport entre pouvoir, légitimité et souveraineté. Du Sahel à l'océan Indien, la même séquence se répète : un régime civil discrédité, une intervention militaire présentée comme un acte de salut public, puis une refondation promise qui s'installe dans la durée.

L'étude s'appuie sur les cas du Gabon, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Burkina Faso, avant d'analyser la situation de Madagascar depuis octobre 2025. Dans chacun de ces pays, la transition s'ouvre sur un discours de rupture et se referme sur une consolidation du pouvoir. La logique du provisoire devient un système. Cette dérive, que Diapason nomme *piège Népal*, suit neuf étapes précises, de l'euphorie populaire à la normalisation de l'exception.

À Madagascar, la transition actuelle reproduit les mêmes signaux : militarisation du gouvernement, absence de clause de non éligibilité, glissement du calendrier et réduction de l'espace civique. La probabilité de captation institutionnelle durable est évaluée à quatre-vingt-dix pour cent. Pourtant, des leviers existent. Les exemples du Portugal, du Ghana, de l'Indonésie ou de la Gambie montrent qu'une transition peut devenir refondation si elle s'appuie sur la transparence, la limitation du pouvoir et la lutte effective contre la corruption.

Le dossier propose cinq mesures clés pour briser le cycle : récupérer les avoirs, créer une agence anticorruption à dents, rendre l'État transparent, sécuriser les marchés publics et installer une supervision technique limitée. L'enjeu n'est plus de proclamer la refondation, mais de la prouver par des actes. Une transition réussie se mesure à la qualité de ses règles, non à la durée de ses promesses.

Table des matières

Introduction - Comprendre la tentation de la transition	4
Tour d'horizon rapide des transitions militaires (2020-2025)	5
Typologie des « issues » observées	6
Parallèle avec Madagascar (oct.-nov. 2025)	6
Lecture Diapason.....	8
Signaux d'alerte à suivre chaque semaine	8
Pistes opérationnelles (adaptées au contexte malgache)	8
La transition, est-ce une spécificité africaine ?	8
Leçons utiles pour Madagascar.....	9
1) Rappel ultra-court du « piège Népal »	9
2) Lecture des transitions récentes avec la grille « Népal »	10
3) Où se situe Madagascar dans cette grille.....	11
4) Matrice « Piège Népal » appliquée aux cas + Mada	11
5) Indicateurs d'alerte « piège Népal » pour Madagascar	11
6) Anti-piège : le playbook opérationnel 30-90 jours	12
7) Lecture décisive.....	12
1. Portugal (1974-1976) - la transition cadrée par le droit	12
2. Corée du Sud (1987-1988) - la sortie par le pacte électoral.....	13
3. Chili (1988-1990) - battre le piège par le vote et la vérité	13
4. Ghana (1992-2000) - la normalisation par l'alternance réelle.....	13
5. Indonésie (1998 → années 2000) - démilitariser le politique + institutions anticorruption.....	13
6. Libéria (2003-2006) - verrou international + élections rapides.....	13
7. Gambie (2016-2017) - contrainte régionale et alternance nette	13
Madagascar - Pourquoi tant de militaires ?	14
Ce qui a fait la différence (pattern commun des « sorties »)	16
Traduction opérationnelle pour Madagascar	16
Ce qu'ils ont fait, et ce que ça a produit.....	16
Ce qui marche vraiment contre la corruption pendant/juste après la transition	17
Synthèse pour Madagascar	18
Conclusion - Sortir de la transition : la maturité du pouvoir et la patience des peuples	19

Introduction - Comprendre la tentation de la transition

Depuis plus d'une décennie, le mot *transition* est devenu l'un des termes les plus utilisés dans le vocabulaire politique africain. Il résonne dans les communiqués des chefs d'état-major, dans les déclarations de chancelleries, dans les débats d'universités, dans les conversations de marchés. Le mot semble promettre un passage, un répit, une réparation. Mais au fil des années, il est devenu un état en soi, une forme d'équilibre instable où le provisoire s'installe, où la légitimité se suspend et où le pouvoir se cherche une nouvelle justification.

L'Afrique d'aujourd'hui vit au rythme de ces transitions multiples. En Afrique de l'Ouest, les coups d'État se succèdent dans un effet domino. En Afrique centrale, les régimes militaires se recomposent sous des habits civils. En Afrique de l'Est, les transitions se fondent dans des coalitions hybrides mêlant partis dominants, forces armées et technocrates. Le continent, qui avait célébré les alternances démocratiques des années 1990 et la stabilisation institutionnelle du début des années 2000, se retrouve plongé dans une phase de retour du politique par les armes.

Les causes sont connues, mais rarement affrontées. D'abord, la lassitude populaire face à des régimes civils considérés comme corrompus, distants et inefficaces. Ensuite, la perte de confiance dans les mécanismes électoraux, souvent perçus comme des rituels sans conséquences. Enfin, la crise économique et sécuritaire, amplifiée par la pandémie, les chocs climatiques et les tensions géopolitiques. L'armée, dans ce contexte, réapparaît comme un acteur de dernier recours, au nom de la stabilité et de l'efficacité. Les transitions contemporaines naissent donc moins d'une idéologie que d'un vide. Elles se présentent comme des solutions temporaires, mais s'enracinent dans les structures mêmes qu'elles prétendaient réformer.

Dans beaucoup de pays, ces transitions sont accueillies dans un premier temps par un sentiment de soulagement. Elles promettent la fin d'une présidence jugée illégitime ou d'un système à bout de souffle. Elles parlent de refondation, de souveraineté, de moralisation de la vie publique. Mais très vite, les mêmes symptômes réapparaissent. Le calendrier s'allonge. Les acteurs se recomposent. Les promesses de rupture deviennent des discours de justification. La refondation tourne à la restauration.

L'article audio de Gilles Yabi sur le Gabon¹ illustre parfaitement ce glissement. Le général Oligui Nguema, auteur du coup d'État de 2023, s'est présenté en 2025 comme le candidat civil de la continuité, obtenant 94 pour cent des voix. Ce cas n'est pas isolé. En Guinée, au Mali, au Niger, au Burkina Faso, la même logique se répète. Une transition militaire débute dans un enthousiasme populaire et se termine dans la peur ou la lassitude. Ces pays, différents dans leur histoire, convergent dans un même processus : l'exception devient la norme.

C'est ce que Diapason appelle le **piège Népal**². Une mécanique en neuf étapes où l'élan révolutionnaire se transforme en recyclage institutionnel. Le piège ne se referme pas par la violence, mais par la normalisation. Il s'installe dans les habitudes, dans les mots, dans les textes. La transition cesse d'être un passage pour devenir une méthode de gouvernement.

Le dossier « *L'Afrique et ses transitions* » explore ce phénomène dans ses dimensions politiques, économiques et sociales. Il s'appuie sur les cas récents du Gabon, de la Guinée, du Mali, du Niger et du Burkina Faso, mais aussi sur les trajectoires historiques de pays comme le Portugal, le Chili ou le Ghana qui ont réussi, eux, à sortir du cycle de la transition captée. Il interroge la manière dont les transitions africaines redessinent les rapports entre civils et militaires, entre pouvoir et légitimité, entre promesse et responsabilité.

Au-delà des faits, ce dossier cherche à comprendre le **langage des transitions**. Comment un mot censé évoquer la reconstruction peut-il devenir synonyme d'immobilisme. Comment une promesse de rupture se

¹ <https://youtu.be/TIGoVioYEtU?si=1TdIReF6Vu4z55st>

² <https://www.diapason.mg/le-piege-nepal-sous-la-vague-generation-z-la-recomposition-du-monde-dossier/>

transforme en dispositif de conservation. Comment, enfin, les sociétés africaines réinventent malgré tout des formes de résistance et d'espérance à l'intérieur même de ces régimes transitoires.

L'Afrique est aujourd'hui dans tous ses États. États de colère, d'attente, de résignation, mais aussi d'invention. Derrière les uniformes et les discours d'ordre, il existe encore des forces de reconstruction : sociétés civiles, jeunesses connectées, diasporas actives, réseaux d'intellectuels et d'entrepreneurs. Ce sont eux qui, silencieusement, préparent la sortie du cycle. La transition ne deviendra refondation que si elle s'accompagne de deux principes simples : la transparence et la reddition de comptes.

Ce dossier ne cherche pas à condamner ni à absoudre. Il veut observer, mesurer, relier. Comprendre comment, de Libreville à Antananarivo, de Conakry à Niamey, un même scénario se répète avec des nuances locales. Et rappeler que la solution n'est ni dans la force ni dans le renoncement, mais dans la construction patiente de règles qui limitent la tentation de durer.

Tour d'horizon rapide des transitions militaires (2020-2025)

Pays	Date(s) de prise de pouvoir	Horizon de transition annoncé	Élections / « civilianisation »	Tendances droits & politique	Réfs
Gabon	30 août 2023 (coup)	Transition close en 2025	Brice Oligui Nguema élu le 12 avr. 2025 (94,85 %) après s'être mis en "disponibilité" de l'armée → « remise à un civil »... lui-même	Leçon de réalisme : retour à l'urne sous contrôle de l'ex-junte ; COG Commonwealth pointant le contexte de 2023	(Le Monde.fr)
Guinée	5 sept. 2021	Feuilles de route glissantes	Pas d'élection à date ; opposants/journalistes inquiétés (ex. Aliou Bah condamné janv. 2025)	Rétrécissement de l'espace civique	(lens.civicus.org)
Mali	Août 2020 & mai 2021	Transition prolongée	Partis politiques interdits (avril 2024) ; critiques poursuivies pour « atteinte au crédit de l'État » (nouveau code pénal)	Autoritarisme accru	(fidh.org)
Burkina Faso	janv. & sept. 2022	Calendrier flou, priorités sécuritaires	Pas d'élections ; enlèvements/détentions d'activistes et journalistes (ex. M. O. Lankoandé , 30-31 mars 2025)	Forcing sécuritaire, conscriptions punitives	(Human Rights Watch)
Niger	26 juil. 2023	5 ans de transition (annoncé 26 mars 2025)	Transition = « mandat sans élections » à court terme	Sanctions/isolements en yo-yo, espace civique contraint	(france24.com)
Tchad	avr. 2021 (Conseil militaire)	Transition reconfigurée	"Civilianisation" progressive autour du pouvoir en place, scrutin contesté	Contestations récurrentes	(Contexte général, pas détaillé ici)
Soudan	oct. 2021 (coup) → guerre 2023-	Transition brisée	Conflit armé, effondrement institutionnel	Crise majeure	(Hors périmètre CEDEAO/AES)

Constat synthèse : les issues dominantes sont (i) **prolongations** de transition, (ii) **auto-élection** ou **auto-civilianisation** du chef de junte, (iii) **rétrécissement de l'espace civique**, (iv) **sécuritaire** comme prétexte de calendrier, (v) **suspensions** / pressions régionales internationales modulées selon le contexte. ([AP News](#))

Typologie des « issues » observées

1. « **Civilianisation** » du chef de transition via élection organisée sous ses règles (Gabon 2025).
Avantage : stabilité rapide ; Risque : **verniss électoral**, concentration du pouvoir, faible alternance. ([Le Monde.fr](#))
2. **Transitions étirées** sans horizon crédible (Guinée, Mali, Niger) : normalisation de l'exceptionnel, **judiciarisation** des critiques, partis neutralisés. ([lens.civicus.org](#))
3. **Durcissement sécuritaire** (Burkina) : enlèvements/conscription punitive, médias sous pression, priorité « guerre » > calendrier civique. ([Reuters](#))
4. **Transition cassée par la guerre** (Soudan) : effondrement de l'État, catastrophe humanitaire (leçons négatives pour tous).

Parallèle avec Madagascar (oct.–nov. 2025)

Faits récents établis par presse de référence :

- Début octobre : mobilisations “Gen Z” sur eau/électricité → crise politique. ([Wikipédia](#))
- **14/17 oct. 2025** : CAPSAT annonce la prise de pouvoir ; **suspension par l'Union africaine** ; investiture annoncée/organisée du colonel **Michael Randrianirina** ; promesse d'élections **sous 18-24 mois**. ([The Guardian](#))
- Rajoelina dit avoir **quitté le pays par crainte pour sa vie** ; séquence d'actes concurrents (dissolution, impeachment). ([AP News](#))

Ce que montrent les comparaisons :

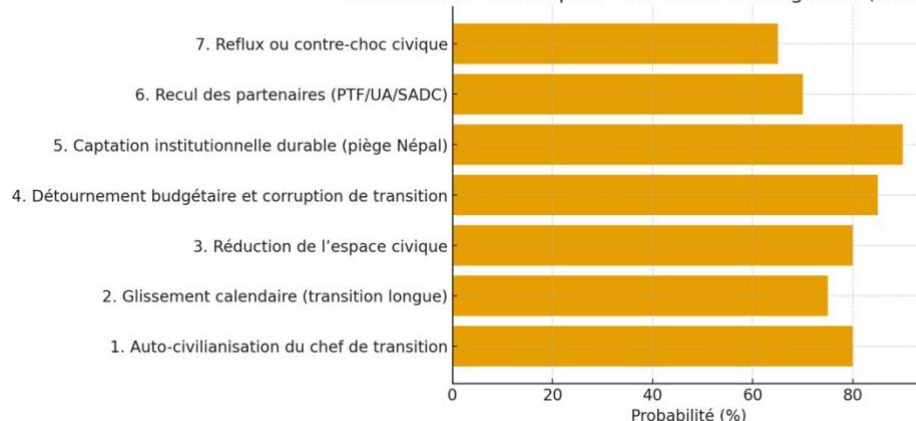
- **Risque n°1 - « Auto-civilianisation »** : la tentation d'un scénario « à la gabonaise » (chef de transition candidat « civil ») est forte si aucune clause de non-éligibilité n'est verrouillée *juridiquement* en amont. ([Le Monde.fr](#))
- **Risque n°2 - Glissement calendaire** : horizons 18-24 mois finissent souvent renégociés (Niger 60 mois). Exiger un calendrier court, opposable, séquencé. ([Reuters](#))
- **Risque n°3 - Rétrécissement de l'espace civique** : détentions ciblées, restrictions médias (Guinée, Mali, Burkina). **Préempter** par des garanties publiques (observateurs, « hotline libertés », audit des gardes à vue). ([lens.civicus.org](#))
- **Risque n°4 - Sécuritaire comme prétexte** : le cadre « ordre/anti-délinquance » peut remplacer l'agenda eau-électricité-emploi. Garder la boussole *Lois fondamentales Eau & Électricité* et indicateurs hebdo. (Convergence avec les dossiers Diapason.)

Probabilités par risque

Risque principal	Description synthétique	Indicateurs observables	Évaluation précédente	Nouvelle estimation (nov. 2025)	Évolution
1. Auto-civilianisation du chef de transition	Le chef militaire se « civilianise » pour se présenter aux élections, sans rupture juridique claire.	Décret d'organisation de la Présidence ; absence de clause de non-éligibilité ; contrôle de la communication et du renseignement.	65 %	80 %	▲ Forte hausse - signaux concrets de structuration du pouvoir pour durer.

Risque principal	Description synthétique	Indicateurs observables	Évaluation précédente	Nouvelle estimation (nov. 2025)	Évolution
2. Glissement calendaire (transition longue)	Allongement progressif du calendrier, justifié par des motifs sécuritaires ou administratifs.	Aucun calendrier officiel publié ; multiplication des comités techniques ; prorogations implicites.	70 %	75 %	▲ Léger renforcement - logique de consolidation institutionnelle.
3. Réduction de l'espace civique	Restriction des libertés, surveillance accrue, instrumentalisation du droit.	Nomination de profils sécuritaires à la communication, à la presse et à la justice ; baisse du pluralisme médiatique.	65 %	80 %	▲ Montée du risque autoritaire - reprise du modèle sahélien.
4. Détournement budgétaire et corruption de transition	Réallocation opaque des ressources vers sécurité et clientélisme.	> 30 % du budget vers sécurité ; absence de reporting sur eau/électricité ; hausse des marchés de gré à gré.	70 %	85 %	▲ Forte hausse - militarisation financière de la transition.
5. Captation institutionnelle durable (effet "piège Népal")	La transition devient un nouveau régime semi-autoritaire.	Centralisation du pouvoir, verrouillage normatif, prolongation de l'exception.	75 %	90 %	▲ Scénario dominant - installation d'un pouvoir hybride et verrouillé.
6. Effondrement de la confiance des partenaires (PTF, UA, SADC)	Retrait diplomatique et financier lié à l'illégitimité prolongée.	Suspension UA, prudence des bailleurs, retards de décaissement.	60 %	70 %	▲ Risque en hausse - confiance internationale en recul.
7. Reflux citoyen ou contre-choc civique	Usure sociale entraînant désengagement ou regain de protestation.	Fatigue de la Gen Z, inflation, stagnation eau/élec, répression accrue.	55 %	65 %	▲ Possible réveil civique si la trajectoire militarisée persiste.

Réévaluation des risques - Transition Madagascar (S45, nov. 2025)



Lecture Diapason

- **Structure de pouvoir** : la transition entre dans une phase de **consolidation militaire-administrative**.
- **Scénario dominant (probabilité globale)** : « **civilianisation contrôlée** » (≈ 70-80 %), avec maintien prolongé de l'appareil sécuritaire.
- **Seul contrepoids viable** : transparence financière + clause de non-éligibilité + pression civique coordonnée (Gen Z-OSC-diaspora).

Signaux d'alerte à suivre chaque semaine

1. Publier un **indice composite de militarisation** (part des postes civils occupés par des officiers).
2. Mettre à jour les **parts budgétaires** : sécurité vs services essentiels.
3. Suivre les **décrets et amendements** liés à l'éligibilité et au calendrier.
4. Mesurer l'évolution des **interpellations civiques** et des **marchés de gré à gré**.

Pistes opérationnelles (adaptées au contexte malgache)

Garde-fous démocratiques à exiger dès maintenant :

1. **Clause de non-éligibilité** des autorités de transition (chef & membres du gouvernement) pour la présidentielle/législatives à venir ; publier le texte + organe de contrôle. (*Levier anti « Gabon-bis »*). ([Le Monde.fr](https://www.lemonde.fr))
2. **Calendrier en 3 blocs** (≤ 9-12 mois, pas 24) :
 - Mois 1-3 : réformes minimales (libertés publiques, cadre électoral, financement transitoire) ;
 - Mois 4-6 : législatives + municipales (ou inverse) ;
 - Mois 8-12 : présidentielle. (*Dates « durcies » par décret + accord politique*).
3. **Autorité électorale sous tutelle collégiale** (magistrature + OSC + confessions + observateurs régionaux) et **publication ouverte** des procès-verbaux.
4. **Transparence budgétaire de la transition** : budget quinzaine par quinzaine (recettes/dépenses « eau-élec-sécurité-justice » en priorité), audit externe léger et public.
5. **Contrat civique Gen Z – Forces de sécurité** : protocole non-violence, dispositif anti-enlèvements, protection des journalistes (numéro d'urgence + cellule mixte). (*Antidote Burkina/Guinée/Mali*). ([AP News](https://www.apnews.com))
6. **Éviter l'exception sécuritaire permanente** : bornes juridiques strictes (durée, périmètre, contrôle juridictionnel) sur tout régime d'exception.

Boussole de fond (cohérence Diapason)

- Focaliser l'évaluation hebdo sur **eau, électricité, sécurité de base, justice**, pas sur la rhétorique.
- Ouvrir un **registre public** des engagements et livrables de transition (qui fait quoi, quand, avec quel budget).
- Inscrire la **Charte Génération Z** (Contrat social civique) comme référentiel de participation (signature élargie OSC/secteur privé/diaspora) et **mécanisme de reddition** trimestriel.

La transition, est-ce une spécificité africaine ?

Les « transitions » issues d'un coup ou d'une mise sous tutelle militaire existent (ou ont existé) en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Europe. Quelques repères rapides :

- **Asie (cas contemporains récurrents)**
 - **Thaïlande** : coup de 2014, « retour » électoral sous forte empreinte des militaires (2019), logique d'autolégitimation par les urnes puis recomposition partisane. ([Reuters](https://www.reuters.com))

- **Myanmar** : coup du 1er fév. 2021, état d'urgence prolongé, restructuration sans véritable sortie civile crédible en 2025. ([Reuters](#))

- **Pakistan / Bangladesh (historiques)** : cycles répétés de prises de pouvoir militaires et « civilisations » ultérieures (1958, 1977, 1999 au Pakistan ; épisode 2007-08 au Bangladesh). ([Encyclopedia Britannica](#))

- **Moyen-Orient**

- **Égypte 2013** : destitution de Morsi par l'armée, puis consolidation autour du maréchal Sissi - schéma « intervention → recalibrage du système → élections sous contrôle ». ([Reuters](#))

- **Pacifique**

- **Fidji 2006** : coup de Bainimarama, transition longue, élections 2014 et passage en civil - proche du pattern « chef de junta devenu Premier ministre élu ». ([Encyclopedia Britannica](#))

- **Amérique latine**

- **Honduras 2009** : renversement de Zelaya par les militaires ; reconfiguration institutionnelle et élections sous forte controverse. (Le cône sud a connu des transitions militaires dans les années 1960-80, aujourd'hui historiques.) ([Encyclopedia Britannica](#))

- **Europe (exemples historiques)**

- **Portugal 1974** : « Révolution des Œillets », transition menée par des officiers, puis ancrage démocratique (1976). ([Encyclopedia Britannica](#))

- **Turquie** : plusieurs coups au XXe siècle et tentative avortée en 2016, suivie d'un resserrement autoritaire. ([Reuters](#))

En bref

1. Le **phénomène est mondial**, avec des styles différents : « sécurité d'abord » (Thaïlande, Égypte), **auto-civilisation** du chef de transition (Fidji, aussi observé en Afrique), ou **transition réellement ouvrante** (Portugal 1974).
2. Les **issues** se ressemblent souvent : calendrier glissant, règles électorales redessinées, avantage d'appareil pour les sortants, **rétrécissement de l'espace civique**. Les cas positifs exigent des garde-fous juridiques, un calendrier opposable et des arbitres crédibles. ([Reuters](#))

Leçons utiles pour Madagascar

- Ce n'est donc **pas un destin « africain »**, mais un **choix d'architecture** : sans **non-éligibilité** des autorités de transition, **jalons datés** et **contrôle pluraliste** (justice/OSC/observateurs), on converge vers les patterns vus en Thaïlande, Égypte ou Fidji (civilisation du sortant) plutôt que vers le modèle portugais (ouverture réelle). ([Reuters](#))

Le piège de la transition « captée » - Dossier Népal³

1) Rappel ultra-court du « piège Népal »

Logique en 9 temps (version condensée)

1. Soulèvement légitime et populaire.
2. Euphories et attentes très hautes.
3. Entrée d'« arbitres » armés ou paraétatiques au nom de l'ordre.
4. Bataille de perception et **effet halo** : un récit simple écrase les faits.
5. Reconfiguration du droit et des calendriers.
6. **Civilianisation** de l'autorité de transition ou glissement long.
7. Fragmentation des forces civiles et **cooptation sélective**.
8. Normalisation de l'exception et essoufflement social.

³ <https://www.diapason.mg/le-piege-nepal-sous-la-vague-generation-z-la-recomposition-du-monde-dossier/>

9. Recyclage du système avec vernis électoral.

La logique du Piège Népal - 9 étapes condensées

1. Soulèvement légitime et populaire
2. Euphories et attentes très hautes
3. Entrée d'arbitres armés au nom de l'ordre
4. Bataille de perception et effet halo
5. Reconfiguration du droit et des calendriers
6. Civilianisation ou glissement prolongé
7. Fragmentation des forces civiles
8. Normalisation de l'exception
9. Recyclage du système avec vernis électoral

Source : Diapason, 2025 - Dossier Piège Népal

2) Lecture des transitions récentes avec la grille « Népal »

Gabon

- Étapes dominantes : 4→6→9.
- Récit gagnant : « libération » puis « retour à la normalité ».
- Mécanismes : « redesign » électoral et contrôle des moyens, candidature du chef de transition « en civil ».
- Résultat Népal : **recyclage par les urnes** sous contrôle, attentes revues à la baisse.

Guinée

- Étapes : 3→4→5→7.
- Récit : « assainissement » + « sécurité ».
- Mécanismes : calendrier flou, judiciarisation des voix critiques, érosion du pluralisme.
- Résultat Népal : **glaciation de la transition**, fatigue sociale organisée.

Mali / Niger

- Étapes : 3→4→5→6 (annoncé) avec primat sécuritaire.
- Récit : souveraineté et guerre avant tout.
- Mécanismes : réécriture des règles, rallongement officiel, économie d'exception.
- Résultat Népal : **mandat de fait** sans alternance concurrentielle.

Burkina Faso

- Étapes : 3→4→5→7.
- Récit : urgence sécuritaire absolue.
- Mécanismes : coercition diffuse, société civile sous pression.
- Résultat Népal : **rétrécissement civique** qui bloque toute ouverture.

Pattern commun « Népal » : un triptyque qui neutralise la promesse de changement

- **Perception** (halo) → **Procédure** (règles et délais) → **Personnel** (cooptation, candidature du chef).
Quand ces trois P sont verrouillés, l'issue est un recyclage à grands applaudissements.

3) Où se situe Madagascar dans cette grille

- **Étape structurante** : entre 3 et 5. Arbitrage armé revendiqué, calendrier évoqué 18-24 mois, bataille de récit en cours.
- **Récit dominant** en compétition :
 1. « Refondation responsable et temps long »
 2. « Retour rapide à l'urne »
 3. « Ordre d'abord, le reste après »
- **Points de bascule « Népal » déjà visibles** :
 1. Discussion de la durée plutôt que du **séquençement opposable**.
 2. Tentation d'un **statut de civil** pour des dirigeants de transition.
 3. Déplacement du débat des **Lois fondamentales Eau et Électricité** vers l'ordre public.
 4. Début de **fragmentation** entre jeunesse, OSC, partis et notables.

4) Matrice « Piège Népal » appliquée aux cas + Mada

Axe	Gabon	Guinée	Mali	Niger	Burkina	Madagascar (actuel)
Effet halo (récit simplificateur)	Fort	Moyen	Fort	Fort	Fort	Élevé (refondation vs réalités)
Re-écriture procédurale	Élevée	Élevée	Élevée	Élevée	Moyenne	En préparation
Durée de transition	Courte mais captive	Longue	Longue	Longue annoncée	Indéfinie	18-24 mois envisagés
Civilianisation du chef	Oui	À risque	À risque	À risque	Non établi	Risque réel
Espace civique	Restreint soft	Restreint	Restreint	Restreint	Restreint dur	À surveiller
Cooptation sélective	Élevée	Élevée	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Commence
Focus socio-éco (eau/élec)	Faible	Faible	Faible	Faible	Très faible	Menacé par sécuritaire

5) Indicateurs d'alerte « piège Népal » pour Madagascar

Perception

- Un slogan unique remplace des objectifs mesurables eau et électricité.
- Pics d'audience autour de symboles plutôt que d'indicateurs.
- **Procédure**
 - Texte électoral publié sans clause de **non-éligibilité** des autorités de transition.
 - Calendrier annoncé en **mois** mais sans **jalons datés** et sans organes de contrôle.
- **Personnel**
 - Nominations « techniques » de proches, puis **mise en disponibilité** en vue d'une candidature.

- Cooptation d'opposants visibles et neutralisation des plus structurants.

6) Anti-piège : le playbook opérationnel 30-90 jours

30 jours - Couper court aux 3P

1. **Perception** : imposer un tableau de bord hebdo public sur **eau, électricité, sécurité de base, justice**. Trois chiffres simples.
2. **Procédure** : faire adopter et publier une **clause de non-éligibilité** pour toutes les autorités de transition. Instance de contrôle nommée nominativement.
3. **Personnel** : pacte public de non-candidature signé et archivé, avec mécanisme de sanction politique en cas de reniement.

60 jours - Sceller la mécanique d'ouverture

4. **Calendrier séquencé court** : jalons M1-3, M4-6, M8-12, responsabilités et budget.
5. **Autorité électorale collégiale** : magistrats, OSC, confessions, observateurs régionaux. Publication des PV.
6. **Bouclier civique** : hotline libertés, revue hebdo des interpellations, médiateur presse.

90 jours - Ancrer le réel

7. **Contrats de résultats** eau et électricité avec cibles trimestrielles et dépenses publiées.
8. **Fonds d'urgence transparent** nourri par partenaires et diaspora pour financer les urgences visibles.
9. **Coalition élargie** : Charte Génération Z signée par OSC, professions, communes pilotes. Rituels de reddition de comptes tous les 30 jours.

7) Lecture décisive

- Les transitions africaines récentes confirment que le **piège Népal** n'est pas l'exception mais la **norme si rien n'est verrouillé**.
- Le seul contre-exemple robuste reste un combo précis : **non-éligibilité opposable + calendrier daté + arbitres pluriels + résultats concrets visibles**.
- Pour Madagascar, l'enjeu n'est pas de **croire** à la refondation, mais de la **prouver** chaque semaine par l'eau, l'électricité, la justice et des règles qui limitent ceux qui gouvernent aujourd'hui.

Plusieurs pays ont **échappé** au "piège Népal" (euphorie → captation → recyclage) en verrouillant très vite la **perception**, la **procédure** et le **personnel**. Voilà des cas solides, **avec mécanismes et résultats concrets**.

1. Portugal (1974-1976) - la transition cadrée par le droit

- **Comment** : Coup d'officiers progressistes (25-avril-1974) → **Assemblée constituante** → **Constitution 1976** → élections pluralistes. Armée renvoyée en caserne par étapes, partis légalisés, presse libérée. ([Reuters](#))
- **Résultats** : alternance régulière dès 1976, ancrage de l'État de droit à 50 ans (célébrations 2024). ([Reuters](#))
- **Leçon** : écrire vite la **règle du jeu** (constitution + calendrier court) neutralise la tentation de "civilianiser" les putschistes.

2. Corée du Sud (1987-1988) - la sortie par le pacte électoral

- **Comment** : soulèvement de juin 1987 → **Déclaration du 29 juin** → **réforme constitutionnelle** → élection présidentielle directe (déc. 1987). Pouvoir exécutif raboté, libertés renforcées. ([Wikipédia](#))
- **Résultats** : transition rapide et durable vers un régime compétitif (Sixième République). ([guides.loc.gov](#))
- **Leçon** : un **compromis daté** + réforme constitutionnelle ferme vaut mieux qu'une "transition" indéfinie.

3. Chili (1988-1990) - battre le piège par le vote et la vérité

- **Comment** : **plébiscite de 1988** ("No") sous règles imposées, gagné par l'opposition → président civil (1990) → **Commission Vérité & Réconciliation** pour solder les crimes. ([Wikipédia](#))
- **Résultats** : alternances multiples, justice transitionnelle et réformes graduelles. ([truthcommissions.humanities.mcmaster.ca](#))
- **Leçon** : accepter des **élections sous contrainte** si l'on a des arbitres et un front uni... puis ouvrir les vannes institutionnelles.

4. Ghana (1992-2000) - la normalisation par l'alternance réelle

- **Comment** : Constitution 1992 → cycles électoraux → **transfert pacifique du pouvoir en 2000** (opposition victorieuse). ([Freedom House](#))
- **Résultats** : stabilité démocratique relative depuis 2000 ; alternances répétées. ([Freedom House](#))
- **Leçon** : la **première alternance** est la "porte de sortie" du piège - elle change les incitations pour tous.

5. Indonésie (1998 → années 2000) - démilitariser le politique + institutions anticorruptions

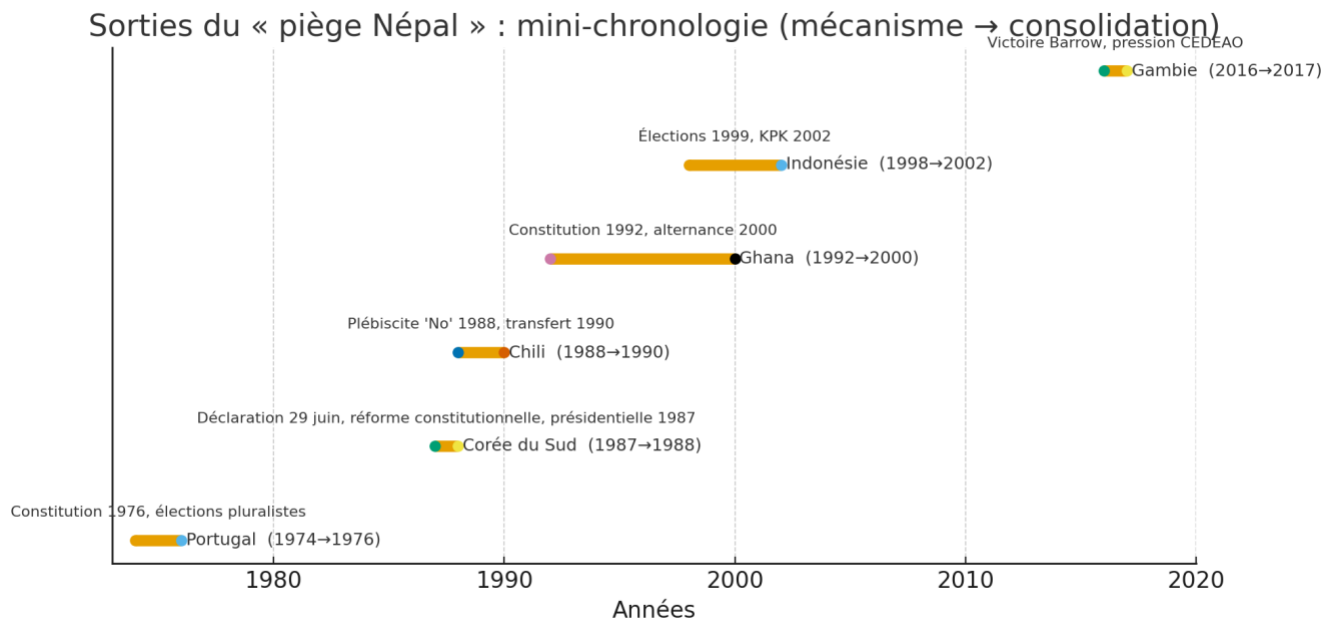
- **Comment** : chute de Suharto (1998) → élections 1999 → **KPK (2002)** avec pouvoirs réels ; lois anticorruption (1999-2001) ; décentralisation. ([Innovations for Successful Societies](#))
- **Résultats** : compétitivité électorale durable, centaines d'affaires jugées par la KPK dans les années 2000, pluralisme consolidé malgré des reculs récents. ([World Bank](#))
- **Leçon** : une **agence à "dents"** et des réformes de structure empêchent le recyclage pur et simple des élites.

6. Libéria (2003-2006) - verrou international + élections rapides

- **Comment** : **Accord de paix d'Accra (2003)** + mission de l'ONU/CEDEAO → **élection 2005** (Ellen Johnson-Sirleaf) → DDR, remise à niveau des forces. ([peaceau.org](#))
- **Résultats** : fin de la guerre, institutions remises sur pied, trajectoire de reconstruction. ([peaceau.org](#))
- **Leçon** : quand le pays est fracturé, un **cadre externe exigeant** + urnes rapides peut casser le cycle.

7. Gambie (2016-2017) - contrainte régionale et alternance nette

- **Comment** : victoire d'Adama Barrow (2016) → **pression CEDEAO** pour forcer la sortie de Jammeh. Observations électorales robustes (EISA). ([TIME](#))
- **Résultats** : alternance pacifique inédite depuis l'indépendance ; libéralisation politique. ([TIME](#))
- **Leçon** : le **filet régional** (ECOWAS/UA) est décisif lorsque l'autocrate refuse le verdict.



Madagascar - Pourquoi tant de militaires ?

1. Une militarisation structurelle du pouvoir

Depuis la mise en place du gouvernement de transition, la composition de l'appareil d'État montre une présence inédite d'officiers et de cadres issus des forces armées aux postes civils stratégiques. Les nominations publiées lors du **Conseil des ministres du 5 novembre 2025** confirment cette tendance : sécurité intérieure, anti-fraude, renseignement, gestion des risques, justice, communication et finances sont désormais dominés par des profils militaires ou policiers.

Cette architecture répond à une double logique : **sécuriser l'appareil de l'État** et **assurer la continuité du pouvoir**.

La transition ne se contente plus d'être une phase d'ordre ; elle devient une matrice administrative où la discipline militaire se substitue au contrôle civil.

2. Les cinq raisons principales

Raison	Objectif réel	Risque associé
Contrôle de la coercition	Maîtriser la rue, prévenir les contre-pouvoirs	Réduction de l'espace civique
Efficacité opérationnelle	Donner une image d'ordre et de rapidité	Marginalisation des compétences civiles
Maîtrise de l'information	Centraliser la communication et le renseignement	Fabrication du récit officiel
Protection budgétaire	Sécuriser les flux financiers sensibles	Opacité des marchés publics
Préemption électorale	Se placer en arbitre du futur scrutin	Biais de compétition politique

3. Ce que cela annonce

La militarisation massive traduit une **stratégie de consolidation du pouvoir** plutôt qu'une simple réponse au désordre. Elle place Madagascar dans la même trajectoire que d'autres transitions africaines où les forces armées, après avoir promis la neutralité, ont fini par s'installer durablement au cœur de la gouvernance. Le

risque n'est pas seulement institutionnel ; il est social. Plus le pouvoir se renforce par les armes, plus la population se détourne du politique.

4. Les indicateurs de vigilance

Diapason recommande le suivi hebdomadaire de quatre signaux simples :

Domaine	Indicateur clé	Seuil d'alerte
Composition	% de militaires occupant des postes civils de direction	> 40 %
Budget	Part des crédits affectés à la défense / sécurité vs eau-électricité	> 30 % défense
Libertés	Nombre d'interpellations liées à l'expression civique	Tendance à la hausse
Procédures publiques	Marchés attribués de gré à gré	> 20 % du total

Ces mesures ne sont pas idéologiques : elles traduisent la santé démocratique d'une transition.

5. Les garde-fous urgents

- **Texte opposable de non-éligibilité** pour les autorités militaires et civiles de transition.
- **Calendrier électoral daté et séquencé**, 12 mois maximum.
- **Transparence active** des dépenses eau-électricité et publication bimensuelle des contrats.
- **Hotline et observatoire des libertés publiques**, indépendant des ministères régaliens.
- **Plafond légal du gré à gré** et audits trimestriels publiés.

6. Lecture Diapason

Le recours massif aux militaires traduit moins une recherche d'efficacité qu'un instinct de conservation. Une transition qui confond sécurité et gouvernance prépare son propre enlèvement. L'enjeu n'est pas de dénigrer l'armée, mais de rappeler que la refondation d'un État civil ne peut pas se construire sans civils.

□ Indicateurs de vigilance - Transition malgache

Postes civils occupés par des militaires	> 40 %	Risque institutionnel
Part du budget défense/sécurité	> 30 %	Risque budgétaire
Interpellations liées à l'expression civique	En hausse	Risque libertés
Marchés de gré à gré	> 20 % du total	Risque corruption

Source : Diapason, 2025 - Données de suivi hebdomadaire

Ce qui a fait la différence (pattern commun des « sorties »)

1. **Règles opposables et datées** : constitution/accord ou révision **avant** les scrutins (Portugal, Corée, Chili). ([Encyclopedia Britannica](#))
2. **Arbitres crédibles** (internes/externes) : cours, commissions électorales, missions d'observation, organisations régionales (Gambie, Libéria). ([eisa.org](#))
3. **Non-éligibilité ou coût politique élevé** pour les autorités de transition — formel ou de fait (Portugal ; au Chili, impossibilité de prolonger le mandat autoritaire via le plébiscite “No”). ([Encyclopedia Britannica](#))
4. **Institutions “à dents”** post-transition : anticorruption (KPK), justice transitionnelle (Commission vérité Chili). ([World Bank](#))
5. **Première alternance réussie** : une fois l'alternance passée (Ghana 2000, Gambie 2016), le verrou du recyclage saute. ([Freedom House](#))

Traduction opérationnelle pour Madagascar

- **Avant** toute élection : clause de **non-éligibilité** des autorités de transition + **calendrier séquencé** (M1-3/M4-6/M8-12) publié.
- **Arbitres** : autorité électorale collégiale + observation régionale (SADC/UA) et mécanisme public de plaintes.
- **Institutions « à dents »** : paquet minimal anticorruption (procureur financier + chambres spécialisées) ; **tableaux de bord** eau-électricité publics hebdomadaires.
- **Objectif** : créer les conditions d'une **première alternance crédible**, même si elle est « imparfaite » - c'est le vrai “point de sortie” du piège.

Ce qu'ils ont fait, et ce que ça a produit

Portugal (depuis 1974, relances récentes)

- Outils : corpus d'intégrité consolidé au fil du temps (NIS/Greco/OECD), nouvelles mesures 2024 pour **confisquer les avoirs sans condamnation pénale** si un juge l'estime lié à des faits de corruption (asset recovery accéléré), encadrement du lobbying et protection accrue des lanceurs d'alerte.
- Résultats : renforcement graduel du contrôle de l'exécutif (GRECO), ajustements en cours après des affaires politico-financières très médiatisées. ([Portal](#))

Corée du Sud (1987 →)

- Outils : **ACRC** (Anti-Corruption & Civil Rights Commission) créée en 2008 en intégrant ombudsman + commission anticorruption + recours administratifs ; obligations de prévention pour tous les organismes publics ; politique d'intégrité et système de plaintes unifié.
- Résultats : mécanisme centralisé, recours citoyens et politiques publiques d'intégrité devenus routiniers (même si la capture par conglomérats reste un débat récurrent). ([「반부패 총괄기관」](#) [국민권익위원회](#))

Chili (1990 →)

- Outils : **Loi de Transparence** (2008-2009), Conseil pour la Transparence (CPLT), ouverture par défaut (« transparence active »), renforcement de la Cour des comptes (Contraloría) et plan probité 2017-2020.
- Résultats : accès effectif à l'info publique, achats plus traçables (ChileCompra), capacité de contrôle administratif accrue. ([Consejo para la Transparencia](#))

Ghana (1992 →)

- Outils : **CHRAJ** (droits/administration), **Public Procurement Act 2003** (marchés publics), organes d'enquête spécialisés (ex-SFO/EOCO), stratégie anticorruption étatique.
- Résultats : alternances régulières et cadre procédural plus lisible ; application encore inégale (impunité/police-justice pointées par TI). (ppa.gov.gh)

Indonésie (1998 →)

- Outils : **KPK** (2002) avec parquet spécialisé et **tribunaux anticorruption** ; centaines d'affaires jugées avec des taux de condamnation très élevés dans les années 2000 ; lois anticorruption (1999-2001).
- Résultats : démarrage très fort (condamnations et dissuasion), puis **affaiblissements législatifs** à partir de 2019 ; l'architecture reste néanmoins un modèle de "commission à dents". ([Cambridge University Press & Assessment](#))

Libéria (2003 →)

- Outils : **GEMAP** (tutelle technico-financière post-conflit sur les flux sensibles), **LACC** (2008), audits de la Cour des comptes ; relance 2024-2025 avec **suspension de 450+ officiels** pour défaut de déclaration de patrimoine.
- Résultats : capacités de gestion et d'audit réinstallées ; progrès réels mais fragiles, dépendants du volontarisme politique. (zaoerv.de)

Gambie (2017 →)

- Outils : **Janneh Commission** (enquête récupération d'avoir de Jammeh), **TRRC** (justice transitionnelle), loi d'accès à l'information ; processus d'aliénation/vente des biens saisis (débat public sur prix/conditions).
- Résultats : cartographie et **gel/récupération d'avoir** liés à l'ex-président ; tensions sociales autour de la gestion de ces actifs (arrestations lors de protestations). ([Knowledge Hub](#))

Ce qui marche vraiment contre la corruption pendant/juste après la transition

1. **Confiscation/recouvrement d'avoir** sous contrôle judiciaire (Portugal 2024 ; Gambie, Libéria) - passer vite de l'investigation à la récupération et à l'affectation transparente. ([Reuters](#))
2. Une **"agence à dents"** + **juridictions spécialisées** (Indonésie KPK + tribunaux anticorruption) - enquête, poursuite et jugement dédiés, traçables, avec reporting public. ([Cambridge University Press & Assessment](#))
3. **Transparence ex ante/ex post** (Chili) - droit d'accès opposable, « transparence active » sur les sites, achats publics intégralement traçables. ([Consejo para la Transparencia](#))
4. **Marchés publics sous régime strict** (Ghana, 2003) - standardise la commande publique et réduit les marges discrétionnaires. (ppa.gov.gh)
5. **Filets externes quand l'État est faible** (GEMAP, missions régionales) - tiers crédibles qui sécurisent trésorerie et procédures critiques avant de redonner la main. (zaoerv.de)

Anti-piège « Corruption » – Sortir durablement du cycle

1. Récupérer les avoirs

Confiscation sous contrôle judiciaire
+ affectation visible à un Fonds d'urgence
→ Portugal, Gambie, Libéria

2. Créer une agence à dents

Commission + tribunaux spécialisés
poursuite et jugement publics
→ Indonésie (KPK)

3. Rendre l'État transparent

Transparence active : budgets, contrats,
indicateurs en ligne
→ Chili, Ghana

4. Sécuriser les marchés publics

Procédures standardisées, audit trimestriel,
publication automatique des appels d'offres

5. Installer un filet externe limité

Appui SADC/UA/BM pour trois secteurs critiques :
douanes, carburant, JIRAMA

Traduction immédiate pour Madagascar (anti-piège « corruption » en 90 jours)

- **Affecter juridiquement les avoirs recouverts** à un **Fonds d'urgence eau-électricité** avec comptabilité en ligne (publication bimensuelle). (*Portugal/Gambie inspirent l'architecture d'asset recovery*). ([Reuters](#))
- **Créer une "Cellule poursuites & marchés"** adossée à une **chambre spécialisée** (modèle KPK + tribunal dédié) : ciblage des marchés à haut risque (carburant, JIRAMA, importations), publication des contrats. ([Cambridge University Press & Assessment](#))
- **Mettre en place Transparence active** : tableaux de bord **eau/élec/finances** et registres des contrats accessibles par défaut (modèle Chili). ([Consejo para la Transparencia](#))
- **Bloquer la rente des achats publics : décrets de marchés** alignés sur un Act-like (Ghana 2003) + contrôle de performance trimestrielle. ([ppa.gov.gh](#))
- **Option filet externe limité** : audit technique partagé (SADC/UA/BM) sur 3 poches de corruption « vitales » (douanes, carburants, marchés JIRAMA), avec engagements publics.

En clair : les pays qui ont « cassé » le cycle ont **couplé la sortie politique** (élections crédibles) à des **outils concrets de probité** dès les 100 premiers jours, recouvrement d'avoirs, marchés sous règles strictes, organe à dents et transparence par défaut. Sans ça, le piège se referme toujours.

Synthèse pour Madagascar

Une transition ne se juge pas à son discours de rupture mais à sa gestion de la corruption. Les pays qui ont survécu au « piège Népal » ont imposé la transparence avant la politique. Madagascar peut briser le cycle en transformant sa refondation en contrat d'intégrité : **eau, électricité, justice et vérité budgétaire** comme socle du renouveau.

Conclusion - Sortir de la transition : la maturité du pouvoir et la patience des peuples

L'histoire retiendra peut-être que la décennie 2020 fut celle des transitions africaines. Des transitions qui ne se comptent plus, qui se ressemblent sans jamais être identiques, et qui traduisent un même désordre : celui de la légitimité politique. À chaque fois, un régime s'effondre, une armée intervient, une promesse de refondation surgit, puis s'effrite. À chaque fois, les peuples oscillent entre l'espoir et la méfiance, entre la joie du renversement et la peur du recommencement.

Ces transitions ne sont pas des accidents. Elles sont les symptômes d'un long travail inachevé : la construction d'un État capable de se gouverner sans la tutelle des armes. Dans beaucoup de pays, la démocratie a été réduite à une procédure, l'élection à une formalité, la gouvernance à un partage de rentes. L'armée, témoin des défaillances civiles, s'est alors présentée comme l'ultime recours. Mais un recours sans solution, car aucune force armée ne peut durablement fonder un contrat social sur l'ordre seul. La stabilité ne vaut que si elle conduit à la justice, et la justice ne vaut que si elle repose sur la confiance.

Le vrai problème des transitions n'est pas qu'elles existent, mais qu'elles durent. Une transition devrait être un moment d'audace et d'expérimentation, pas une zone d'attente. Elle devient dangereuse lorsqu'elle se confond avec un système de pouvoir. Ce glissement, observé au Gabon, au Mali ou au Burkina Faso, s'installe désormais à Madagascar. Derrière le vocabulaire de la refondation, c'est un nouveau régime qui se met en place, plus militaire que civil, plus administratif que politique, plus prudent que visionnaire.

Pourtant, le continent a déjà montré qu'une autre issue est possible. Le Portugal, la Corée du Sud, le Ghana ou l'Indonésie ont connu leurs heures de transition. Ils en sont sortis non par la force, mais par la rigueur des règles. En fixant des calendriers précis. En rendant les dirigeants provisoires inéligibles. En créant des institutions à dents capables de sanctionner la corruption. En redonnant aux citoyens un droit de regard sur la chose publique. Leur leçon n'est pas celle de la perfection, mais celle de la clarté. Quand la règle est claire, la transition s'achève.

Pour l'Afrique, la maturité politique commence par la limitation volontaire du pouvoir. Le vrai courage d'un chef de transition n'est pas de proclamer la refondation, mais de préparer sa propre sortie. Gouverner dans une période exceptionnelle exige de savoir quand et comment rendre le pouvoir. C'est ce que les grandes transitions réussies ont compris : elles ont transformé l'exception en fondation.

Les peuples africains, eux, ne sont pas dupes. Ils ont appris à lire les signes du pouvoir. Ils savent reconnaître la sincérité derrière les discours. Leur patience n'est pas infinie, mais elle reste une ressource. Cette patience, quand elle s'organise, devient maturité civique. Les mouvements citoyens, les jeunes générations, les diasporas, les acteurs économiques forment aujourd'hui un tissu de vigilance qui, s'il se coordonne, peut empêcher la répétition du cycle.

Pour Madagascar, la question n'est pas de savoir si la transition durera dix-huit ou vingt-quatre mois. La question est de savoir ce qui aura réellement changé pendant ce temps. Les indicateurs sont simples : l'eau, l'électricité, la justice et la transparence. Si ces quatre piliers progressent, la refondation commencera. S'ils stagnent, le pays entrera à son tour dans la longue liste des transitions captées.

L'Afrique n'est pas condamnée à l'instabilité. Elle dispose de ressources politiques, humaines et intellectuelles considérables. Elle est jeune, inventive, connectée. Elle peut tirer parti de ses transitions pour bâtir des institutions solides, à condition de les concevoir comme des chantiers et non comme des refuges. Les transitions ne doivent pas être des parenthèses, mais des tremplins.

Ce dossier n'est donc pas une chronique du désenchantement. C'est une invitation à observer lucidement le présent pour mieux en sortir. Comprendre les transitions, c'est comprendre la difficulté de se gouverner soi-même dans un monde d'influences, de chocs économiques et d'attentes sociales. C'est aussi reconnaître que la solution ne viendra pas d'un modèle extérieur, mais d'une exigence intérieure : celle de rendre le pouvoir à la société.



L'Afrique et ses transitions n'est pas seulement un continent en crise. C'est un continent en apprentissage. La transition n'est pas une fatalité, mais une épreuve de vérité. Elle mesure la capacité d'un pays à passer du désordre à la règle, du discours à la preuve, de la promesse à la responsabilité. Quand ce passage est accompli, la transition cesse d'être un mot d'actualité. Elle devient un souvenir et un enseignement.

Rédaction - Diapason

